



Comment les semences génétiquement modifiées et le «RoundUp» de Monsanto/Bayer déterminent la politique américaine au Venezuela

Par [Whitney Webb](#)

Mondialisation.ca, 08 mai 2019

[MintPress News](#) 6 mai 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Biotechnologie et OGM](#),
[Environnement](#)

Au fur et à mesure que la crise politique au Venezuela s'est développée, on a beaucoup parlé de l'intérêt manifeste de l'administration Trump pour la privatisation et l'exploitation des réserves pétrolières du Venezuela, les plus importantes au monde, par des géants américains du pétrole comme Chevron et ExxonMobil.

Pourtant, l'influence d'une autre société américaine notoire, Monsanto - aujourd'hui filiale de Bayer - n'a pas été mentionnée.

Alors que de nombreuses autres nations d'Amérique latine sont devenues « libres pour tous » pour l'entreprise de biotechnologie et ses filiales, le Venezuela a été l'un des rares pays à combattre Monsanto et d'autres géants agrochimiques internationaux et à gagner. Toutefois, depuis cette victoire - remportée sous le régime chaviste - l'opposition vénézuélienne, soutenue par les États-Unis, s'est efforcée d'y remédier.

Aujourd'hui, alors que le gouvernement parallèle de Juan Guaidó tente de prendre le pouvoir avec l'appui des États-Unis, le fait que les principaux donateurs politiques de ceux qui, aux États-Unis, sont les plus fervents promoteurs du changement de régime au Venezuela soient étroitement liés à Monsanto et détiennent d'importants intérêts financiers chez Bayer est très révélateur.

Au cours des derniers mois, le produit le plus controversé et le plus tristement célèbre de Monsanto - le glyphosate, sous le nom de Roundup, et qui a été associé au cancer dans de récentes décisions judiciaires américaines - a plus que jamais compromis la situation financière de Bayer et une série de nouvelles affaires judiciaires se sont succédées aux portes du laboratoire Bayer. Il semble que bon nombre des forces américaines qui cherchent maintenant à renverser le gouvernement vénézuélien espèrent qu'un nouveau gouvernement dirigé par Guaidó fournira à Bayer un nouveau marché indispensable pour ses produits agrochimiques et ses semences transgéniques, en particulier les produits qui sont maintenant interdits dans tous les pays du monde, [notamment au Vietnam](#), autrefois défolié et toujours empoisonné.

L'opposition vénézuélienne soutenue par les États-Unis cherche à renverser la loi chaviste sur les semences et l'interdiction des OGM.

En 2004, le président vénézuélien de l'époque, Hugo Chávez, en a surpris plus d'un lorsqu'il [a annoncé](#) l'annulation du projet de Monsanto de planter du soja génétiquement modifié

(GM) sur 500 000 acres de terres agricoles vénézuéliennes. L'annulation du contrat de Monsanto avec le Venezuela a conduit à ce qui est devenu une interdiction ad hoc de toutes les semences génétiquement modifiées dans tout le pays, une mesure qui a été saluée par les groupes d'agriculteurs locaux et les militants environnementaux. Contrairement aux mouvements anti-OGM qui se sont développés dans d'autres pays, la résistance du Venezuela aux cultures génétiquement modifiées était davantage basée sur des préoccupations concernant la souveraineté alimentaire du pays et la protection des moyens de subsistance des agriculteurs.

Bien que l'interdiction n'ait pas réussi à empêcher les produits génétiquement modifiés d'entrer au Venezuela - puisque le Venezuela importe depuis longtemps la majorité de ses produits alimentaires, dont une grande partie provient de pays qui comptent parmi les plus grands producteurs mondiaux de nourriture génétiquement modifiée - un effet évident a été d'empêcher des entreprises comme Monsanto et d'autres grandes entreprises agrochimiques et de semences de récupérer une part importante du marché vénézuélien.



Hugo Chavez et Luiz Inacio Lula da Silva visitent une ferme de soja à El Tigre, dans l'État d'Anzoategui au Venezuela, le 30 octobre 2009

En 2013, [une nouvelle loi sur les semences](#) a presque été adoptée qui aurait permis la vente de semences génétiquement modifiées au Venezuela par le biais d'une échappatoire légale. Cette loi, rédigée par un membre du Parti Socialiste Unifié Chaviste du Venezuela (PSUV), [a été largement contestée](#) par les agriculteurs, les militants indigènes, les écologistes et les groupes écosocialistes, ce qui a conduit à sa transformation en ce qui a été surnommé la « loi des semences du peuple ». Cette loi, adoptée en 2015, [est allée encore plus loin](#) que l'interdiction initiale de 2004 en interdisant non seulement les semences génétiquement modifiées, mais aussi plusieurs produits agrochimiques toxiques, tout en renforçant les variétés de semences traditionnelles par la création de l'Institut National des Semences.

Peu après l'adoption de la nouvelle loi sur les semences en 2015, l'opposition vénézuélienne

soutenue par les États-Unis et dirigée par la Table ronde de l'Unité Démocratique (MUD) – un groupe composé de nombreux partis politiques financés par les États-Unis, dont le parti Volonté Populaire de Guaidó – a pris le pouvoir au Parlement National. Jusqu'à ce que la Cour Suprême du Venezuela [dissolve l'assemblée](#) en 2017, l'assemblée législative du MUD [a tenté à plusieurs reprises d'abroger](#) la loi sur les semences. Les partisans de l'abrogation ont qualifié la loi sur les semences « *d'anti-scientifique* » et de dommageable pour l'économie.

Malgré la décision de la Cour suprême de 2017, l'Assemblée nationale a continué de se réunir, mais elle n'a pas de pouvoir réel dans le gouvernement vénézuélien actuel. Cependant, si le gouvernement actuel est renversé et que Guaidó – le « président intérimaire » qui est également président de l'Assemblée nationale dissoute – arrive au pouvoir, il semble presque certain que la « loi sur les semences du peuple » sera l'un des premiers actes législatifs sur le plan de travail.

L'axe AEI

Certaines des figures clés et des voix les plus bruyantes qui soutiennent les efforts de l'administration Trump pour renverser le gouvernement vénézuélien aux États-Unis ont des liens étroits avec un groupe de réflexion particulier, l'American Enterprise Institute (AEI). Par exemple, John Bolton – aujourd'hui conseiller de Trump en matière de sécurité nationale et l'un des principaux acteurs de la politique agressive de l'administration vénézuélienne – a été [un membre senior de l'AEI](#) jusqu'à ce qu'il devienne le principal responsable de la sécurité nationale pour Trump. En tant que conseiller en matière de sécurité nationale, Bolton conseille le président sur la politique étrangère et les questions de sécurité nationale, tout en conseillant le secrétaire d'État et le secrétaire à la Défense. Récemment, il a fait pression en faveur d'une action militaire au Venezuela, selon les médias.

Elliott Abrams, représentant spécial du département d'État pour le Venezuela, autre figure clé de la politique vénézuélienne de Trump, a régulièrement participé [à des sommets de l'AEI](#) et a été [invité](#) à participer à ses panels et à ses podcasts. Selon le secrétaire d'État Mike Pompeo, le rôle actuel de Abrams lui confère « *la responsabilité de tout ce qui concerne nos efforts pour restaurer la démocratie* » au Venezuela. D'autres hautes personnalités de l'administration, dont le vice-président Mike Pence et le secrétaire d'État Mike Pompeo, [ont été invités](#) à la réunion « secrète » de l'AEI début mars. Comme l'ont rapporté MintPress et d'autres médias, Guaidó s'est déclaré « président par intérim » du Venezuela à la demande de Pence. Pompeo est également intimement impliqué dans la direction de la politique de Trump au Venezuela en tant que conseiller principal du président pour les affaires étrangères.



Mike Pompeo, alors directeur de la CIA, prend la parole devant l'American Enterprise Institute à Washington, le 23 janvier 2018

Parmi les autres liens avec l'administration de Trump, mentionnons la secrétaire à l'Éducation, Betsy DeVos, qui faisait auparavant partie du [conseil d'administration de l'AEI](#).

L'AEI est depuis longtemps un élément clé de l'establishment « néoconservateur » et emploie des néoconservateurs bien connus tels que Fred Kagan – l'architecte de « l'envoi massif de troupes supplémentaires » en Irak – et Paul Wolfowitz, l'architecte de la guerre en Irak. Ses liens avec l'administration de George W. Bush ont été particulièrement manifestes et controversés, puisque plus de 20 employés de l'AEI ont obtenu des postes supérieurs sous Bush. Plusieurs d'entre eux, comme Bolton, ont bénéficié d'une nouvelle importance dans l'administration de Trump.

D'autres fonctionnaires clés de Bush ont rejoint l'AEI peu de temps après avoir quitté leur poste dans l'administration. C'est le cas de Roger Noriega, représentant des États-Unis auprès de l'Organisation des États américains (OEA) lors de l'échec du coup d'État appuyé par les États-Unis en 2002, qui a été secrétaire d'État adjoint aux affaires de l'hémisphère occidental de 2003 à 2005, où il a exercé une influence considérable sur les politiques du gouvernement envers le Venezuela et Cuba.

Depuis qu'il a quitté l'administration Bush et rejoint rapidement l'AEI, Noriega a joué un rôle déterminant dans la promotion de revendications sans fournir de preuves mais qui visent à présenter le gouvernement actuel du président vénézuélien Nicolas Maduro comme une menace pour la sécurité nationale, comme par exemple en prétendant que le Venezuela aide l'Iran à acquérir des armes nucléaires et accueille des soldats du Hezbollah du Liban. Il a également fait pression sur le Congrès pour qu'il soutienne le leader de l'opposition vénézuélienne Leopoldo López, mentor politique de Guaidó et chef de son parti politique, Volonté Populaire.

De plus, Noriega s'est associé à [Martin Rodil](#), un exilé vénézuélien anciennement employé

par le FMI, et à José Cardenas, qui a servi dans l'administration Bush, pour fonder [Visión Américas](#), une société privée d'évaluation des risques et de lobbying qui a été engagée pour « soutenir les efforts du secteur privé du Honduras pour aider à consolider la transition démocratique dans leur pays », après le coup d'État appuyé par les États-Unis au Honduras en 2009. Ces derniers mois, Noriega et ses associés se sont beaucoup concentrés sur le Venezuela, Cardenas offrant à Trump [des conseils publics](#) sur la façon « d'accélérer le départ de Maduro », tandis que Rodil [a publiquement offert](#) « d'obtenir un marché » si vous avez des informations compromettantes sur le gouvernement du Venezuela.



Roger Noriega

Bien que l'AEI soit surtout connue pour son bellicisme, il est aussi un promoteur des grands intérêts agricoles. Depuis 2000, il a accueilli [plusieurs conférences](#) sur la promesse de la « biotechnologie » et des semences génétiquement modifiées et a fortement [promu le travail](#) de l'ancien lobbyiste de Monsanto, Jon Entine, qui a été [chercheur invité](#) de l'AEI pendant plusieurs années. L'AEI a également des [liens de longue date](#) avec Dow Chemical.

La raison la plus probable de l'intérêt de l'AEI pour la promotion des biotechnologies réside toutefois dans ses liens avec Monsanto. En 2013, [The Nation a fait l'acquisition d'un document de l'AEI](#) de 2009, obtenu à la suite d'une erreur de dépôt et non destiné à être divulgué publiquement, qui a révélé les principaux donateurs du groupe de réflexion. Le formulaire, connu sous le nom de « liste des donateurs », a révélé que les deux principaux donateurs de l'AEI à l'époque étaient le Donors Capital Fund et le milliardaire Paul Singer.

Le Donors Capital Fund, qui [demeure](#) l'un des principaux contributeurs de l'AEI, est lié aux intérêts de Monsanto par l'intermédiaire de la [vice-présidente](#) de son conseil d'administration, Kimberly O. Dennis, qui est également actuellement [membre](#) du Conseil national de l'AEI. Selon l'AEI, le Conseil national est composé de « *dirigeants d'entreprises et de dirigeants communautaires de tout le pays qui sont déterminés à assurer le succès de l'AEI et qui agissent à titre d'ambassadeurs de l'AEI en nous fournissant des conseils, des idées et des orientations* » .

Dennis est [la présidente exécutive de longue date](#) du Searle Freedom Trust, fondé en 1988 par Daniel Searle après avoir supervisé [la vente](#) de sa société pharmaceutique familiale – G.D. Searle and Company – à Monsanto en 1985 pour 2,7 milliards de dollars. L'argent que Searle avait tiré de cette fusion a servi à financer la fiducie qui finance maintenant l'AEI et d'autres groupes de réflexion de droite. Searle était également proche de Donald Rumsfeld, [qui a dirigé](#) G.D. Searle and Co. pendant des années et a été secrétaire à la Défense sous Gerald Ford et George W. Bush. Searle était également administrateur de l'Institut Hudson, qui employait autrefois [Elliott Abrams](#).

Après la vente à Monsanto de l'entreprise familiale - qui avait acquis une notoriété grâce à [ses recherches truquées](#) sur la nocivité de son édulcorant, aspartame ou NutraSweet -, G.D. Searle a vu les dirigeants proches de Daniel Searle devenir des acteurs de poids dans son groupe. Robert Shapiro, qui était l'avocat de longue date de G.D. Searle et le chef de sa division NutraSweet, est devenu le vice-président, président et plus tard PDG de Monsanto. Notamment, le petit-fils de Daniel Searle, D. Gideon Searle, était [un administrateur de l'AEI](#) jusque relativement récemment.

Pourquoi Marco Rubio augmente-t-il sa participation dans Bayer alors que d'autres s'enfuient ?

Pourtant, c'est le principal donateur individuel de l'AEI, mentionné dans la divulgation accidentelle de la « liste des donateurs », qui est le plus révélateur des intérêts privés en biotechnologie qui guident la politique de l'administration Trump au Venezuela. Paul Singer, le gestionnaire milliardaire controversé de fonds spéculatifs, a longtemps été un donateur majeur pour les causes néoconservatrices et sionistes - aidant à financer l'Initiative de Politique Étrangère (FPI), le successeur du Projet pour un Nouveau Siècle Américain (PNAC) ; et la Fondation (néoconservatrice et islamophobe) pour la Défense des Démocraties (FDD), en plus de l'AEI.



Le gestionnaire de fonds spéculatifs Paul Singer a recueilli des millions de dollars pour un super PAC pro-Marco Rubio

Singer est notamment [l'un des principaux donateurs politiques](#) du sénateur Marco Rubio (R-FL) et a été intimement impliqué dans le récent chaos au Venezuela. Il a été considéré comme l'un des architectes de la politique actuelle de changement de régime de l'administration, le principal donateur de la campagne présidentielle de Rubio, ainsi qu'une figure clé derrière le « dossier » controversé sur Donald Trump qui a été compilé par Fusion GPS. En effet, [Singer avait été la première personne](#) à engager Fusion GPS pour faire de la « recherche d'opposition » sur Trump. Cependant, Singer s'est depuis largement soustrait à l'examen minutieux de son rôle dans la création du dossier, probablement parce qu'il est devenu un donateur clé de Trump à la suite de sa victoire électorale en 2016, donnant 1 million de dollars au fonds d'inauguration de Trump.

Singer a une histoire riche en événements en Amérique du Sud, bien qu'il ait été relativement discret au sujet du Venezuela. Cependant, un gestionnaire de longue date du fonds spéculatif de Singer, Jay Newman, [a récemment déclaré à Bloomberg](#) qu'un

gouvernement dirigé par Guaidó reconnaît que les créanciers étrangers « *ne sont pas l'ennemi* » et a laissé entendre que Newman lui-même se demandait s'il devait rejoindre une liste croissante de « *vétérans des obligations qui avaient déjà commencé à prendre position, prévoyant une restructuration de leur dette de 60 milliards de dollars lorsque Guaido soutenu par les États-Unis aura réussi à renverser Nicolas Maduro pour en prendre le pouvoir* ». En outre, le Washington Free Beacon, qui est [largement financé](#) par Singer, a été [un ardent défenseur](#) de la politique de changement de régime de l'administration Trump au Venezuela.

Par ailleurs, la Singer's Elliott Management Corporation a donné à Roger Noriega, ancien secrétaire d'État adjoint aux affaires de l'hémisphère occidental sous Bush, [60 000 dollars](#) en 2007 [pour faire pression](#) sur la question de la dette souveraine et pour « défendre les intérêts des investisseurs américains en Amérique latine ». Pendant que Noriega était au service de Singer, il a écrit des articles reliant l'Argentine et le Venezuela au programme nucléaire inexistant de l'Iran. À l'époque, Singer poursuivait énergiquement le gouvernement argentin dans le but d'obtenir plus d'argent de la dette souveraine du pays.

Singer a pris des décisions d'affaires qui ont fait sourciller les gens, comme [l'augmentation importante](#) de sa participation dans Bayer. Cette décision semble aller à l'encontre des difficultés financières de Bayer, conséquence directe des nombreuses affaires judiciaires concernant le lien entre le glyphosate de Monsanto et le cancer. La première décision qui signalait des problèmes pour Monsanto et sa nouvelle société mère Bayer a eu lieu en août dernier, mais Singer a augmenté sa participation dans la société [à partir de décembre dernier](#), même s'il était déjà clair que les problèmes financiers de Bayer concernant les affaires judiciaires relatives au glyphosate ne faisaient alors que commencer.

Depuis le début de l'année, les problèmes de Bayer avec la fusion de Monsanto n'ont fait que s'aggraver, le PDG de Bayer [ayant récemment déclaré](#) que les poursuites avaient « *énormément affecté* » le cours des actions et la performance financière de l'entreprise.

Forcer l'ouverture d'un nouveau marché pour RoundUp

Une partie de l'intérêt de Singer pour Bayer est peut-être liée au Venezuela, étant donné que le « Plan País » de Juan Guaidó pour « sauver » l'économie vénézuélienne [se concentre](#) sur le secteur agricole du pays. En particulier, avant et sous le Chavisme, la productivité agricole et les investissements dans le secteur agricole ont été relégués au second plan par rapport à la production pétrolière, de sorte que [moins de 25 %](#) des terres vénézuéliennes ont été utilisées à des fins agricoles malgré le fait que le pays possède une grande superficie de terres arables. Par conséquent, le Venezuela [doit importer](#) une grande partie de sa nourriture de l'étranger, dont la plupart provient de la Colombie ou des États-Unis.



Sous Chávez et son successeur, Maduro, l'agriculture à petite échelle, la souveraineté alimentaire et l'agriculture biologique ont fait l'objet [d'une attention renouvelée](#). Cependant, si Maduro est évincé et que Guaidó décide de mettre en œuvre son « Plan País », le soutien de l'opposition aux sociétés étrangères, les intérêts des architectes américains chez Bayer/Monsanto et les efforts passés de l'opposition pour faire tomber l'interdiction des semences GM laissent entrevoir qu'un nouveau marché pour les produits Bayer/Monsanto - notamment le glyphosate - va se créer.

L'Amérique du Sud est depuis longtemps [un marché clé](#) pour Monsanto et - comme les problèmes de l'entreprise ont commencé à s'aggraver avant la fusion avec Bayer - elle est devenue une bouée de sauvetage pour l'entreprise en raison de réglementations moins strictes en matière d'environnement et de consommation que de nombreux pays occidentaux. Ces dernières années, lorsque les gouvernements sud-américains ont ouvert leurs pays à des politiques plus « favorables au marché » dans leurs secteurs agricoles, Monsanto a gagné des millions.

Par exemple, lorsque le Brésil a cherché à accroître ses investissements dans la biotechnologie (c'est-à-dire les semences GM) en 2012, Monsanto a vu ses ventes de semences de maïs GM [augmenter de 21 %](#), ce qui a généré des bénéfices supplémentaires de 1 milliard de dollars pour la société. Bayer/Monsanto a besoin de retourner à un scénario similaire plus que tout autre, car les problèmes juridiques de Monsanto [ont fait chuter les bénéfices](#) de l'entreprise à la fin de l'année dernière.

Les pays du monde entier évaluent actuellement les interdictions d'utilisation du glyphosate à la suite d'un nombre croissant de litiges concernant les liens entre ce produit chimique et le cancer. Comme Singer a maintenant un intérêt important dans l'entreprise, il pourrait, avec les politiciens et les groupes de réflexion qu'il finance, voir les promesses qu'un gouvernement dirigé par Guaidó apporterait avec la fin de l'interdiction des semences GM.

De plus, étant donné que le principal conseiller de Guaidó veut que l'administration de Trump joue un rôle direct dans le gouvernement vénézuélien si Maduro est évincé, il semble probable que Singer utilise ses relations pour maintenir Bayer/Monsanto à flot dans la controverse croissante sur le glyphosate. Un tel comportement de la part de Singer ne serait guère surprenant si l'on considère que les médias financiers internationaux [l'ont qualifié](#) « *d'opportuniste impitoyable* » et de « *trop agressif* » .

Un tel résultat serait conforme à l'augmentation des marges bénéficiaires de Monsanto et des sociétés liées qui ont suivi son expansion dans les pays à la suite de coups d'État soutenus par les États-Unis. Par exemple, après le coup d'État appuyé par les États-Unis en Ukraine en 2014, les prêts accordés à l'Ukraine par le Fonds Monétaire International et la

Banque Mondiale [ont forcé](#) le pays à développer l'utilisation des « biotechnologies » et cultures GM dans son secteur agricole, et Monsanto, en particulier, a fait des millions. Si Maduro est évincé, un scénario similaire risque de se produire au Venezuela, étant donné que le gouvernement dirigé par Guaidó a fait connaître son intention [d'emprunter lourdement](#) à ces institutions [quelques jours seulement après](#) que ce dernier se soit déclaré « président intérimaire ».

Whitney Webb

Article original en anglais :



[How GMO Seeds and Monsanto /Bayer's "RoundUp" Are Driving US Policy in Venezuela](#)

[MintPress News](#), le 6 mai 2019

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [MintPress News](#)

Copyright © [Whitney Webb](#), [MintPress News](#), 2019

Articles Par : [Whitney Webb](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca